



SPIP 67

Déclaration Liminaire du CSA du 2 octobre 2024

C'est avec confiance que nous abordons ce CSA de rentrée. Nous nous réjouissons de l'arrivée de nouveaux collègues sur les 4 sites du département 67. **L'action de la CGT IP 67 n'est pas étrangère à ces créations de postes. C'est auprès du sénateur que nous sommes allées les chercher, là où nos directions passées, quels que soient les échelons, nous renvoyaient à une forme de fatalisme.**

Courage VS Renoncement

C'est avec confiance que nous abordons ce CSA de rentrée, puisque nous sentons que l'époque a changé, nous entrons dans un monde contemporain et sortons du micro-management. **Aurevoir le 19^{ème} siècle, bienvenue à l'acceptation des diversités comme autant de forces que d'agent-es !**

Pourtant nous restons inquiètes. La confiscation de l'élection législative avec la nomination d'un premier ministre qui fait le choix pour son cabinet d'un pôle regroupant la justice, l'intérieur et l'immigration, confié à un préfet, réalisant ainsi le fantasme du front national, nous préoccupe. Il en va de nos missions, de l'intérêt que nous portons à nos publics, de nos valeurs.

Comment allons-nous nous protéger et protéger nos publics de politiques nationales qui judiciariseraient encore davantage la précarité et la survie ? **Il va falloir y croire très fort pour résister ensemble à des politiques classistes et xénophobes.**

Nous sommes aussi inquiètes pour le budget. Le gouvernement ne cessera de rappeler que le budget dédié à la justice aura été sans précédent ces dernières années. Bien- sûr, il est néanmoins bon de préciser qu'il a été fléché vers le tout carcéral et **que l'hérésie est de continuer à croire que cette répression massive fonctionne alors que 2 siècles d'histoires démontrent le contraire.** Quel gâchis, désormais quel espoir reste-t-il alors que le vote du budget à venir va probablement se tenir dans des conditions délétères où l'intérêt ne sera pas général mais sous l'unique prisme de l'austérité. Notre inquiétude est amplifiée à l'écoute du discours de politique générale du premier ministre qui promet plus de prisons, plus de courtes peines de prison et moins d'aménagements de peines. Que va-t-il nous rester pour favoriser l'accompagnement de nos publics vers la sortie de la délinquance ? **L'imagination ne suffira pas.**

Nous sommes inquiètes à l'écoute de notre ministre qui, le 27 septembre 2024, sur France Inter répondra à la question des moyens dévolus à l'insertion des personnes condamnées que le tissu associatif et les bénévoles doivent être soutenus...**En 24 minutes d'ITW sur la politique pénale, il n'aura pas mentionné une seule fois le SPIP.** Méconnaissance ou préparation d'un retrait de nos missions, la question se pose légitimement. Allons-nous devoir nous battre pour maintenir nos missions dans le service public ?

Nous sommes inquiètes pour la liberté syndicale. Alors que le DAP a porté plainte contre la CGT IP qui dénonçait les faits de VSS se déroulant sur le campus de l'ENAP lorsqu'il en était le directeur, quelle qualité de travail collaboratif pouvons-nous espérer ? Quels intérêts partageons-nous ? **Quel intérêt de chasser les lanceur-euses d'alerte plutôt que de trouver des solutions pour faire de l'ENAP et de toute l'Administration Pénitentiaire une zone sécurisée pour toutes et tous ?**

Notre département, le SPIP 67, est pour l'instant protégé par une forteresse de valeurs. Il nous faudra résister ensemble pour ne pas la faire céder.

Là où l'intérêt de nos publics et des agent.es du SPIP 67 seront au cœur des préoccupations, la CGTIP 67 sera à vos côtés pour porter toutes les ambitions dont nous aurons besoin.